

Unité bidépartementale de l'Eure et de l'Orne
1 avenue du Maréchal Foch CS 50021
27020 EVREUX CEDEX

EVREUX, le 04/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

14-16 boulevard Garibaldi
92130 Issy-les-Moulineaux

Références :
Code AIOT : 0005800403

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Route de la ferme blanche MUIDS et DAUBEUF 27430 Daubeuf-près-Vatteville. L'inspection a été annoncée le 14/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Route de la ferme blanche MUIDS et DAUBEUF 27430 Daubeuf-près-Vatteville
- Code AIOT : 0005800403
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière qui extrait, à sec, des alluvions anciennes (tout-venant) déposées sur les hautes terrasses des boucles de la Seine. Il est autorisé par arrêté préfectoral du 25 Mars 2019.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi du phasage d'extraction
- suivi de la remise en état
- surveillance des émissions de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2.7	Sans objet
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.5	Susceptible de suites
4	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2.4	Sans objet
5	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 3.1	Sans objet
6	Surveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 4.3	Sans objet
7	Plans	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.7	Sans objet
8	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3	Sans objet
9	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.1	Sans objet
10	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.5.2	Sans objet
11	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.5.3	Sans objet
12	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu. La visite sur site à permis de constater l'avancement de l'extraction et de la remise en état coordonnée à l'extraction. Aucune non-conformité n'a été constatée.

Il est à noter les points de vigilance suivants:

- actualisation des garanties financières;
- efficacité du débourbeur-deshuileur;
- suivi des émissions de poussières, notamment pour les jauges de Daubeuf et du hameau de Aumare.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2510
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le site de la carrière Lafarge Granulats de Muids Daubeuf est concerné par la rubrique 2510-1-A - Exploitation d'une carrière à ciel ouvert (Extraction à sec de sables et graviers alluvionnaires). Tonnages autorisés: Exploitation de carrière au rythme moyen annuel de 1 910 000 tonnes et maximum de 2 204 000 tonnes. Le tonnage total de matériaux extrait est de 19 000 000 tonnes (12,5 millions de m ³). L'exploitant doit mettre en place un suivi des volumes et tonnage des matériaux extraits afin de s'assurer du respect des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral.
Constats : Pour l'année 2022, l'exploitant a déclaré avoir produit 1 567 205 tonnes de matériaux, ce qui est inférieur à la limite maximale autorisée. L'extraction de stériles en 2022 est de 110 000 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Enquête annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2.7
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant procède, avant le 30 mars de l'année n+1, à la déclaration de l'activité annuelle de la carrière (année n). Cette déclaration est transmise via l'outil de télédéclaration du ministère (GEREP).
Constats : L'exploitant a effectué sa déclaration annuelle GEREP le 20 février 2023, pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties Financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation étant sollicitée pour une durée de 15 ans, 3 périodes pour les garanties financières doivent être considérées. Le montant prescrit dans l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour la première période (2019-2024) est de 2 539 026 euros. L'indice TP01 de référence retenu pour le calcul est celui de mars 2017, soit 686,78. Le taux de TVA pris en compte est celui applicable en mars 2017 soit 20 %. Toutefois, l'article 1.5.5. prescrit que l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none">• tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;• sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.
Constats : Le 20 février 2023, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées de nouvelles garanties financières, faisant suite à l'augmentation de plus de 15 % de l'indice TP01. cette augmentation implique que le montant soit recalculé et de nouvelles garanties financières actées. Le montant actualisé des garanties financières donné par l'exploitant est de 2 971 840 euros. Toutefois, ce montant n'est pas explicité, notamment le nouvel indice TP01 pris en compte. L'inspection a procédé à un calcul rapide à l'aide de la formule d'actualisation (sans savoir quel indice TP01 a été utilisé) et trouve un montant proche de 3 100 000 euros, soit supérieur à celui calculé par l'exploitant. Le jour de l'inspection, il a été demandé à l'exploitant de justifier son calcul et le résultat obtenu. L'exploitant a indiqué les indices TP01 utilisés soit 109,7 pour l'indice initial et 128,4 pour l'actualisation (septembre 2022). Toutefois, l'indice de 109,7 ne correspond pas l'indice initial référencé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation, qui est de 105,1 (mars 2017). Il a donc été demandé à l'exploitant de recalculer et clarifier les garanties financières. Par mail en date du 2 mai 2023, l'exploitant a indiqué avoir refait ses calculs (avec les indices TP01 de 105, 1 pour mars 2017 et 127,9 pour février 2023) et obtenus comme montant des garanties financières 3 089 833 euros. Ce résultat est conforme à la méthode de calcul prescrite. Il est donc demandé à l'exploitant de fournir de nouvelles garanties financières pour le montant de 3 089 833, sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

<p>N° 4 : Intégration dans le paysage</p> <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Phasage de l'exploitation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du site est maintenu propre et est entretenu.</p> <p>Sauf en cas d'impossibilité justifiée, l'exploitant utilisera des méthodes alternatives à l'utilisation des herbicides pour l'entretien des espaces verts ou des aménagements réalisés.</p> <p>Les abords de la carrière, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.</p> <p>L'exploitation est réalisée de manière progressive en 12 phases annuelles selon le plan de phasage de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation [non joint au présent rapport].</p> <p>Sur le secteur en extension (zone Nord) l'exploitation est réalisée par bandes transversales Nord/Sud progressant d'Est en Ouest. Les fronts de taille sont orientés selon la même orientation que les routes et les chemins qui traversent le site du Sud au Nord vers Daubeuf-près-Vatteville, soit une orientation 7° Est par rapport au Nord.</p> <p>Sur le secteur en extension (zone Nord) la zone en cours d'exploitation est limitée à une bande de 150 m de large maximum comprenant la zone décapée/en cours de décapage, la zone en cours d'extraction et la zone occupée par la bande transporteuse et la zone non remise en état à l'aide des terres de découverte.</p> <p>La remise en état est coordonnée à l'exploitation et réalisée de manière progressive: une phase d'exploitation (voir annexe 3 du présent arrêté) correspondant à l'année N ne peut être mise en exploitation que si la phase correspondant à la phase N-2 a été complètement remis en état et le réaménagement de la phase N-1 débuté.</p> <p>Le stockage est réalisé sous forme de merlons périphériques d'une hauteur maximale de 3 mètres pour la terre végétale et 4 mètres pour les horizons stériles.</p> <p>Des merlons périphériques constituant un écran visuel sont mis en place avec les terres de découverte et stériles d'exploitation dès la première année d'exploitation de la zone Nord (extension). Ces merlons sont implantés le long de la RD150, du VC33 et du VC6 depuis la limite Est de la zone Nord. Ces merlons sont ensuite étendus jusqu'à la RD11 au plus tard la cinquième année d'exploitation de la zone Nord. Ces merlons périphériques sontensemencés d'herbacées.</p> <p>Dès le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de réaliser les aménagements paysagers à proximité des hameaux de Fretteville et du Mont Joyeux (haies champêtres, vergers de fruitiers, alignement d'arbres et arbres isolés) comme indiqué dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Il met en place un groupe de travail constitué de représentants des élus de la commune de Daubeuf et de représentations d'associations locales pour la conception de ces aménagements.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection le site était propre et bien entretenu.</p> <p>L'exploitant a montré le dernier plan d'exploitation en date du 18 mai 2022.</p> <p>En ce qui concerne l'avancement de l'extraction selon le plan de phasage disponible en annexe 3 de l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation, l'exploitant a indiqué les avancements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone Nord : phase 3 extraite et partiellement réaménagée, phase 4 en cours, conformément à l'AP ; - Zone Ouest : extraction finie, réaménagement en cours, il reste quelques boisements à mettre en place, conformément à l'AP ;

<p>- Zone Est : extraction non terminée, alors que le plan de phasage prévoyait uniquement le réaménagement. Le réaménagement est en cours ou terminé sur le reste de cette zone. Il reste seulement le coin nord/est à extraire, pour une surface d'environ 20 000 m² au maximum, de largeur maximale 100 m et longueur maximale 200 m.</p> <p>Pour cette dernière zone, l'exploitant a justifié avoir dû procéder aux travaux préparatoires et à l'extraction de la zone nord avant de faire la zone ouest, car il était nécessaire de libérer de l'espace en zone nord pour construire le tunnel sous la route entre les deux zones (nord et ouest) et installer le convoyeur à bandes. Il indique également que l'extraction en zone ouest sera finalisée en 2023. Fin 2023, le plan de phasage sera donc de nouveau respecté.</p>
<p>Observations :</p> <p>A noter que la voie communale (VC 6) est également identifiée par le nom Chemin vicinal 43 (CV 43) et route des Buspins.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

<p>N° 5 : Prévention de la pollution atmosphérique</p> <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Ainsi l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien de la carrière de manière à limiter les émissions et la propagation de poussières et respecter les objectifs de qualité définis en application de l'arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié :</p> <p>En application de l'arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié, un plan de surveillance des retombées de poussières est mis en œuvre. Ce plan de surveillance prévoit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation de « jauges Owen » - un suivi en continu, soit une fréquence mensuelle de mesure d'une durée de 1 mois, - l'implantation d'une station météo sur la carrière (enregistrement, vent, T°C, pluviométrie,...), - au moins 15 points de mesure dont un est situé sur le hameau d' Aumare, - l'identification de la nature (minérales ou végétale) ainsi que de la granulométrie des poussières <p>En application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 l'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>Les résultats des mesures de retombées de poussières et du filmage en continu des zones exploitées sont présentées lors des réunions de la Commission Locale de Concertation et de Suivi.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, la société Lafarge a présenté son rapport annuel de suivi des retombées de poussières pour l'année 2022, effectué par la société SGS.</p> <p>Il y a eu 12 campagnes mensuelles de mesures et le plan de surveillance est composé de 15 points. Les analyses comportent également la détermination du pourcentage de poussières minérales (contenues notamment dans les matériaux extraits), à distinguer de la matière organique. Une station météo est présente sur site, et le rapport indique que son entretien est effectué à chaque montage/démontage de jauge, ainsi qu'une vérification avant de relancer la campagne suivante (lavage du réceptacle, vérification du basculement de l'auget du pluviomètre et de la girouette).</p> <p>Les résultats montrent, pour chaque point de mesure, un empoussièrement inférieur à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante, pour l'année 2020, ce qui est conforme aux prescriptions réglementaires.</p> <p>On peut noter toutefois les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un empoussièrement plus important que la moyenne au point de mesure C (au nord-est de la zone nord et au nord de la zone est) aux mois d'avril et mai 2022. Le rapport indique une eau marron et trouble. Cet empoussièrement diminue ensuite mais est plus important que les

premiers mois de 2022. L'exploitant a indiqué la proximité immédiate d'une ferme qui a repris son activité agricole depuis un an ;

- un empoussièrement plus important que la moyenne au point E (lieu-dit Aumare, le point le plus au nord du site), à partir du mois de septembre jusqu'à fin 2022. Le rapport indique une eau marron et/ou des fientes d'oiseaux dans la jauge correspondante. La part organique est quasi nulle aux mois de novembre et décembre : l'empoussièrement constaté à la jauge est constitué de matières minérales. Les vents dominants étaient de sens SE, soit globalement en direction du point E mais surtout en direction du point F (à Daubeuf), qui lui ne recense pas de dépassement. L'exploitant a indiqué que l'empoussièrement était retourné à un niveau inférieur pour les mois de janvier et février 2023.

Observations :

Il est demandé à l'exploitant de recenser également les périodes et zones des campagnes de découverte qui sont susceptibles de générer plus de poussières. Il serait également intéressant de recenser la production mensuelle, pour étudier une éventuelle corrélation entre découverte, production et empoussièrement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'existe pas de rejets dans le milieu naturel hormis les eaux transitant par les zones d'entretien, de parking, de remplissage des engins d'exploitation qui sont collectées vers un séparateur d'hydrocarbures. En sortie de ce décanteur les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites suivantes ; <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5- température inférieure à 30°C- MES < 35 mg/l- hydrocarbures < 10 mg/l- DCO < 125 mg/l L'exploitant procède à des mesures semestrielles de la qualité des eaux en sortie du débourbeur déshuileur.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport annuel pour l'année 2022, effectué par la société Kalité'O. Il indique qu'un dépassement en matières en suspension (MES) ayant eu lieu au dernier trimestre 2021 (47 mg/l au lieu de 35 mg/l maximal autorisé), il a procédé à un changement du débourbeur-deshuileur en août 2022, afin de le moderniser avec un système d'alarme plus performant et un obturateur de sortie. Aucun dépassement n'a eu lieu au premier semestre 2022, mais un petit dépassement en MES a eu lieu au deuxième trimestre 2022 (37 mg/l). L'exploitant indique une période pluvieuse juste avant mais ne comprend pas ce dépassement. Il indique qu'il investiguera pour vérifier que le redimensionnement a bien été fait.
Observations : L'exploitant enverra à l'inspection des installations classées le résultat du premier trimestre 2023 dès qu'il sera disponible, et conclura quant à l'efficacité de son système épuratoire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation 1/2000ième, tenu à disposition de l'inspection des installations classées, est établi et mis à jour tous les ans, sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bords de fouille (avancement de l'exploitation),- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan : <ul style="list-style-type: none">- les zones en cours d'exploitation,- les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué,- les zones exploitées en cours de réaménagement,- les futures zones à exploiter.
Constats : Le plan d'exploitation (en date de mai 2022) est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les surfaces en dérangement (zones en défrichement, zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont gérées de manière à limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Sur le secteur en extension (zone Nord), la zone en cours d'exploitation est limitée à une bande de 150 m de large maximum comprenant la zone décapée/en cours de décapage, la zone en cours d'extraction et la zone occupée par la bande transporteuse et la zone non remise en état à l'aide des terres de découverte. La remise en état est réalisée de manière coordonnée avec la phase d'exploitation : une phase d'exploitation (voir annexe 3 de l'arrêté) correspondant à l'année N ne peut être mise en exploitation que si la phase correspondant à la phase N-2 a été complètement remise en état et le réaménagement de la phase N-1 débuté.
Constats : Le plan d'exploitation montre une largeur de 150 m environ au niveau de la zone nord, ce qui est conforme aux prescriptions. La visite sur site a permis de constater la remise en état coordonnée à l'extraction de cette zone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Distances limites
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de dix mètres des limites du périmètre d'autorisation. Cette bande des dix mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.
Constats : Le plan d'exploitation 2022 montre bien une bande non exploitée d'une dizaine de mètres autour du site. Sur site, aucune instabilité liée à la bande des 10 mètres n'a été constatée lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Epaisseur d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'épaisseur moyenne de gisement : <ul style="list-style-type: none">- zone Ouest est de 4 m,- zone Est : 12 m au Nord et 5 m au Sud- zone Nord (extension) : 5,3 m Epaisseur maximale de gisement : <ul style="list-style-type: none">- Zone Ouest : 5 m- Zone Est 24 m- Zone Nord (extension) : 22 m Cote minimale de fond de fouille : <ul style="list-style-type: none">-Zone Ouest (Brûins) : 50 m NGF- Zone Ouest (Quesnoy) : 46 m NGF- Zone Est : 40 m NGF- Zone Nord (extension) : 48 m NGF
Constats : Le plan d'exploitation 2022 indique, pour les zones en cours d'extraction, une cote minimale d'extraction de : <ul style="list-style-type: none">- Zone Est : 47,71 m NGF ;- Zone Nord : 49,72 m NGF. Ces cotes sont conformes aux prescriptions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 8.3.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Transport des matériaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le transport des matériaux jusqu'à l'installation de traitement est réalisé exclusivement par convoyeurs à bande. Le franchissement de la voie communale n°44 par le convoyeur s'effectue en souterrain.</p> <p>La bande transporteuse est constituée de rouleaux en PEHD (polyéthylène haute densité). Un plan de maintenance préventive est établi afin de changer les rouleaux avant que leur état ne génère du bruit.</p> <p>Les pistes de circulation ont une pente maximale de 10%. Elles sont bordées, coté vide, par un merlon empêchant la dérive des véhicules. Le bord de la piste est situé à 2 m au moins du bord supérieur du talus.</p> <p>Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,</p> <p>La vitesse de circulation des camions et engins est limitée à 20 km/h à l'intérieur du site. Les véhicules supérieurs à 25 Tonnes de PTAC sont équipés de limiteur de vitesse réglé sur cette limite.</p> <p>La présence d'une piste avec une pente supérieure à 10% doit être signalée. Un suivi des pentes doit être mis en place via l'élaboration d'un plan indiquant toutes les pentes des pistes de circulation. Ce plan doit être mis à jour dès que nécessaire et a minima une fois par an.</p>
Constats : <p>Le jour de la visite sur site, il a été constaté, en zone nord, un panneau de signalisation indiquant une pente supérieure à 10%. L'exploitant indique qu'il s'agit d'une rampe temporaire d'accès aux matériaux à extraire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Remise en état
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/03/2019, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état de la zone Ouest du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les grands principes du réaménagement sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la remise en état s'attache à reconstituer les grandes entités paysagères du site : forestière, agricole, landes et bosquets de pieds de coteaux ; - le reboisement des espaces initialement boisés (les deux périmètres en renouvellement Ouest et Est) ; - le retour à vocation agricole après exploitation des espaces initialement agricoles (intégralité du secteur sollicité au Nord en extension et partie Nord du renouvellement Est) ; - les travaux de réaménagement seront réalisés de façon coordonnée à l'avancement de l'extraction ; - aucun remblaiement par des matériaux inertes provenant de l'extérieur du site n'est autorisée ; - aucun apport de sous-produits issus de procédé de traitement industriel n'est autorisé (calciton, boues de station d'épuration...). <p>Les grands principes du réaménagement déclinés par zone sont les suivants :</p> <p>Zone Ouest :</p> <p>Constitution d'un boisement sur l'ensemble de l'emprise exploitée (hors chemin et voie communale) pour maintenir le caractère forestier du lieu et intégrant 20% de surfaces ouvertes favorables au Genêt d'Angleterre, à l'Oedicnème criard et à l'Engoulevent d'Europe, notamment en reconstituant des friches herbeuses plus ou moins dénudées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une surface de 30,85 ha sera reboisée avec une diversification des essences afin d'obtenir une couverture boisée homogène avec des essences présentes en périphérie du site et adaptées au sol ; - la lande sèche située en bordure Est de la partie Nord du périmètre (objet d'une mesure d'évitement) est conservée sur 0,83 ha avec pour objectif la conservation d'un habitat favorable à l'Oedicnème Criard, à l'Engoulevent d'Europe et au Genêt d'Angleterre. <p>Le choix des essences forestières ainsi que le schéma de reboisement est déterminé par le « groupe de travail reboisement » réunissant la DDTM Service forêts, un expert forestier, un représentant de l'entreprise sous-traitante en charge de la fourniture des plants forestiers et des travaux de plantations, de représentants d'association locales de protection de l'environnement, de représentants de la commune de Muids ainsi que de représentants de l'exploitant).</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la commission locale de concertation et de suivi pour son autre site de carrière situé à Muids bas, il avait été demandé que la cessation de la zone Ouest soit effective fin août 2022 afin que le chemin communal puisse être restitué aux randonneurs.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le dossier de cessation pour la zone ouest est en cours d'instruction de la part de la leur prestataire Setec Hydratec. Cette société est venue le 3 avril 2023 sur site.</p> <p>L'exploitant pense pouvoir rétablir le chemin communal pour la date prévue, sous réserve de la restitution de rapport du prestataire dans les temps impartis.</p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté un espace globalement boisé avec quelques zones ouvertes. Il manque quelques boisements de part et d'autre du chemin d'accès. Le sol a été préparé et l'exploitant attendait la plantation, prévu fin avril/début mai 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet